

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

ECONOMIE GENERALE ([ici](#))

Banque : la CBIRC en appelle à une augmentation des prêts aux microentreprises

Crédit : la PBoC demande aux banques commerciales de ne pas baisser les taux sur les crédits immobiliers

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Marché boursier : la première entreprise enregistrée sur le High-Tech Board, Suzhou HYC Technology Co. Ltd., a fixé le prix de son introduction en bourse à 24,26 RMB avec un P/E ratio de 41

Banques : trois banques d'Etat pourraient être sanctionnées en raison d'un soupçon relatif à des opérations avec la Corée du Nord par les Etats-Unis

Banques : la PBoC a lancé sa deuxième opération de Central Bank Bills Swap pour un montant de 2,5Mds RMB à un taux fixe de 0,25% pour une durée d'un an

Banque : un rapport alarme sur la concentration des prêts des banques régionales

Finance : réactions chinoises au lancement du Libra, la monnaie digitale de Facebook

Banque : seules quatre banques sur dix-neuf testées passeraient avec succès les stress tests sur la base des hypothèses retenues par une banque singapourienne

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Sommet du G20 : discours de Xi Jinping

Guerre commerciale : inscription de 5 nouvelles entreprises/organisations chinoises sur la « liste des entités » américaine

Guerre commerciale : FedEx, de nouveau dans le collimateur des autorités chinoises, porte plainte contre le Department of Commerce américain

Guerre commerciale : plainte de Huawei à l'encontre du Department of Commerce américain

Relations Chine-Canada : la Chine bloque toutes les exportations de viande canadienne

ALE : 2ème cycle de négociations de mise à jour de l'ALE entre la Chine et le Pérou à Lima

Restrictions à l'importation : entrée en vigueur au 1er juillet de nouvelles mesures de restriction des importations de ferrailles

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Distribution : Carrefour cède 80% de ses activités en Chine à Suning

Télécoms : Donald Trump envisage de d'interdire l'ensemble du matériel 5G produit en Chine

Batteries : la Chine retire sa liste préférentielle et ouvre son marché intérieur

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Développement durable : la municipalité de Pékin souhaite améliorer l'organisation du fonctionnement commercial de la ville

Développement durable : publication d'une directive visant à établir un nouveau système d'aires protégées

Energie / transports : Sinopec annonce la commercialisation d'un carburant conforme à la réglementation OMI 2020

Développement durable : publication d'un « Guide de mise en œuvre de la neutralité carbone des événements à grande échelle » par le MEE



HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

Secteur bancaire : *HSBC, Bank of China Hong Kong et Standard Chartered Bank annoncent la suppression des exigences relatives au solde minimal*

Bourse : *Alibaba se restructure avant son introduction en Bourse à Hong Kong*

Assurance : *possible acquisition de MetLife Hong Kong par FWD Group*

Greater Bay Area : *lancement du premier service de vols réguliers entre Hong Kong et Shenzhen avec Airbus Helicopters*



ECONOMIE GENERALE

Banque : la CBIRC en appelle à une augmentation des prêts aux microentreprises

Lors d'une conférence de la CBIRC à Taizhou (Zhejiang) le 25/06, les autorités ont réitéré leur volonté de voir le crédit à destination des microentreprises augmenter, ce qui témoigne de l'atonie persistante de l'activité de crédit à destination de cette catégorie d'emprunteurs.

La CBIRC a annoncé que le régulateur établirait des règles différenciées pour les prêts à destination des microentreprises, tant en termes de charges en capital que d'évaluation des risques pour les banques. Le régulateur a rappelé l'utilité des plateformes de crédit social des entreprises dans l'accroissement de la confiance entre prêteurs et microentreprises.

Crédit : la PBoC demande aux banques commerciales de ne pas baisser les taux sur les crédits immobiliers

La banque centrale a indiqué aux acteurs bancaires chinois de ne pas baisser les taux sur les crédits immobiliers, pour endiguer la hausse des prêts immobiliers. Selon les informations du *South China Morning Post*, la PBoC a ainsi signifié aux banques la nécessité de contenir les risques sur le marché immobilier chinois, en dépit du ralentissement économique et de la guerre commerciale.

Au T1 2019, le taux moyen de prêt immobilier par personne a baissé, cette baisse étant la première depuis deux ans. Le ratio d'endettement des ménages était de 53,2% du PIB à la fin 2018, contre 17,89% fin 2008. Un bien immobilier représente cinquante années de revenu d'un ménage en 2019, le double de ce qu'il représentait il y a quinze ans.

Le gouvernement entend à la fois contrôler la hausse des prix (+11% en mai à Pékin, en hausse continue depuis 49 mois) tout en évitant un krach. En mars, le responsable de la stabilité financière à la PBoC, Wang Jingwu, s'est inquiété de l'état du marché immobilier, le qualifiant de « rhinocéros gris » pour le secteur financier, c'est-à-dire un risque évident pour la stabilité financière mais occulté.

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Marché boursier : la première entreprise enregistrée sur le *High-Tech Board*, *Suzhou HYC Technology Co. Ltd.*, a fixé le prix de son introduction en bourse à 24,26 RMB avec un P/E ratio de 41

Suzhou HYC Technology Co. Ltd. (HYC), fabricant d'équipements d'écrans tactiles, a fixé le prix de sa cotation sur le *High-Tech Board* à 24,26 RMB (3,50 USD) par action. Ce prix valorise la société à 41 fois ses bénéfices de 2018, après déduction du résultat exceptionnel - ce qui est nettement supérieur au P/E ratio moyen de 23 sur la plateforme principale mais équivalent à celui de 40 sur le ChiNext (la plateforme de financement similaire au *High-Tech Board* pour les entreprises de haute technologie sur la Bourse de Shenzhen). HYC devrait lever 973M RMB en émettant 40,1M de nouvelles actions sur le *High-Tech Board*. *Huatai Innovative Investment Co. Ltd.*, une filiale du *sponsorship broker* de HYC, *Huatai United Securities Co. Ltd.*, acquerra 4,1% des nouvelles actions pour environ 39,9M RMB, dans la mesure où le *High-Tech Board* exige que le *sponsorship broker* investisse dans la société par l'intermédiaire de sa filiale pour une période de blocage de 24 mois. HYC accepte des souscriptions par les investisseurs à compter du 27 juin et annoncera les résultats de ses tirages au sort pour les investisseurs le 3 juillet.

Néanmoins, les activités de HYC font naître des doutes aux yeux du public. Juste avant que la société ne mène ses consultations sur le prix d'introduction la semaine dernière, un blogueur financier a déclaré dans un article publié sur les médias sociaux que la société pourrait tromper les investisseurs avec ses nombreuses références aux "circuits intégrés" et "semi-conducteurs" en faisant croire que HYC est un fabricant de puces électroniques, cependant que 98% de ses revenus proviennent des équipements d'écran électronique. Le principal défi du *High-Tech Board* tient à l'acceptation de ce qui constitue une entreprise innovante et de haute technologie. En outre, nombreux sont ceux qui craignent que le *High-Tech Board* ne soit confronté à de fortes fluctuations de prix au tout début des cotations, du fait qu'il n'existe aucune limite sur le mouvement des cours d'une action pendant les cinq premiers jours de transactions, et puis limité à un plafond quotidien de 20%.

Banques : trois banques d'Etat pourraient être sanctionnées en raison d'un soupçon relatif à des opérations avec la Corée du Nord par les Etats-Unis

Les cours des actions A de trois banques d'Etat - *China Merchants Bank*, *Bank of Communications* et *Shanghai Pudong Development Bank* ont chuté de 4,82%, 3,02% et 3,08% respectivement le 25 juin à la suite d'une information publiée par le *Washington Post* indiquant que ces trois banques pourraient être sanctionnées en raison d'un soupçon de transaction avec la Corée du Nord par la justice américaine. Le journal a également annoncé que l'une d'entre elles pourrait perdre l'accès au système financier américain.

Le tribunal américain a revendiqué le droit d'exercer son autorité juridictionnelle du fait que *China Merchants Bank* et la *Bank of Communications* ont des succursales aux États-Unis. Bien que *Shanghai Pudong Development Bank* n'ait pas de succursale aux Etats-Unis, elle dispose de comptes aux Etats-Unis pour effectuer des transactions en dollars. La bataille des assignations aura lieu devant une cour d'appel fédérale à Washington le 12 juillet. *Shanghai Pudong Development Bank* a déclaré qu'il est légalement interdit de divulguer des informations sur les clients aux autorités étrangères sans autorisation du gouvernement chinois. *China Merchants Bank* a nié tout acte répréhensible de sa part. La décision de la justice américaine est intervenue en marge des tensions commerciales entre les deux pays et a fait craindre que la guerre commerciale ne se propage au secteur financier.

Banques : la PBoC a lancé sa deuxième opération de *Central Bank Bills Swap* pour un montant de 2,5Mds RMB à un taux fixe de 0,25% pour une durée d'un an

Pour encourager le développement et la liquidité du marché des obligations perpétuelles émises par les banques commerciales, la PBoC a mis en œuvre la deuxième opération de *Central Bank Bills Swap* (CBS) pour un montant de 2,5Mds RMB (environ 364M USD) à un taux fixe de 0,25% pour une durée d'un an à la suite de la première opération de CBS par la PBoC en février pour un montant de 1,5Md RMB à un taux fixe de 0,25% pour une durée d'un an. Sont éligibles les banques ayant un statut de *Primary Dealer*, qui peuvent échanger leurs obligations perpétuelles contre le papier de la PBoC.

Actuellement, *Bank of China*, *China Minsheng Bank* et *Huaxia Bank* a émis chacune 40Mds RMB d'obligations perpétuelles. *Shanghai Pudong Bank* a été autorisée à émettre 30Mds RMB d'obligations perpétuelles par le régulateur des banques et des assurances (CBIRC). En outre, 14 autres banques projettent d'émettre des obligations perpétuelles pour un montant total de 555Mds RMB.

Pour rappel, les CBS visent à encourager les banques à compléter leur capital en émettant des obligations perpétuelles - obligations sans maturité fixe et qui peuvent verser des intérêts à perpétuité. Les CBS permettent aux banques qualifiées d'échanger temporairement leurs obligations perpétuelles contre les billets de la PBoC. Lors d'une conférence de presse tenue le 19/02/2019, Pan Gongsheng, sous-gouverneur de la PBoC et administrateur de la SAFE, a précisé que la fourniture de CBS ne constituait pas la version chinoise de l'assouplissement quantitatif et avait un impact neutre sur la liquidité bancaire. En outre, cet outil a pour objet de reconstituer le capital des banques commerciales, leur permettant ainsi de mieux financer leurs activités de crédit pour soutenir l'économie réelle, selon M. Pan. (cf. Brève du 18/02/2019).

Banque : un rapport alarme sur la concentration des prêts des banques régionales

Un rapport de Diyi Caijing alerte quant au taux de concentration des prêts envers un faible nombre d'emprunteurs de certaines banques locales, banques qui sont par nature les plus vulnérables. Les risques individuels afférents au principal emprunteur peuvent ainsi représenter jusqu'à plus de 60% des encours de crédit de certaines banques locales, et les dix plus gros clients de certaines banques représentent entre 90-130% de leurs fonds propres, selon le rapport.

Le ratio de concentration des prêts (*loan concentration ratio*) représente les crédits en pourcentage des fonds propres d'une banque. Le ratio réglementaire en Chine est de 10% maximum pour un client unique, et de 15% pour un groupe de clients, bien loin des 60% observés. Les autorités, sans donner de détails précis, ont réagi en annonçant que des sanctions avaient été imposées à des banques rurales du Guangxi, du Hebei, de Mongolie Intérieure et d'Anhui depuis avril 2019.

Les banques régionales font par ailleurs l'objet d'une supervision renforcée de la part du régulateur bancaire. En effet, de nombreuses banques régionales sont détenues par des investisseurs qui les utiliseraient au sein de holdings comme des « distributeurs de billets ». La légalité de certaines participations de groupes financiers dans des banques régionales est sujette à caution, dans un contexte récent marqué par la reprise de la Baoshang Bank par les autorités des mains de Tomorrow Group.

Finance : réactions chinoises au lancement du Libra, la monnaie digitale de Facebook

Le lancement envisagé du Libra, la crypto-monnaie développée par Facebook, fait l'objet de réactions en Chine. Les particularités de cette crypto-monnaie, dont le lancement est prévu pour 2020, représente un enjeu pour les BAT chinoises, leaders mondiaux dans le paiement en ligne, mais

également pour les autorités engagées dans l'internationalisation du RMB et l'hypothétique lancement d'une monnaie digitale nationale (le DCEP), prévu depuis 2017. Le Libra pourrait pousser la Chine à accélérer la création de sa propre monnaie digitale, en tirant les enseignements du lancement du Libra et de la réaction des autorités de régulation, en s'appuyant sur l'infrastructure technologique de pointe des BAT.

Le PDG de Tencent, Pony Ma, s'est exprimé quant à la technologie sous-jacente au Libra, déclarant que la technologie n'était « vraiment pas difficile à mettre en œuvre », et soulignant plutôt la difficulté pour le Libra d'être validé par les autorités de régulation. Le PDG de Sogou (2e moteur de recherche chinois après Baidu) s'est exprimé sur Weibo, déclarant que « Facebook dispose d'un avantage énorme en la matière, avec une vision globale, une alliance globale et le soutien de ses 2,7 milliards d'utilisateurs. Le monde a changé et c'est un nouveau défi pour la Chine ». Facebook pourrait se trouver en concurrence directe avec les BAT sur de nombreux marchés, notamment en ASEAN, en Inde (où Ant Financial – Alibaba a fortement investi dans PayTm, le processeur de paiements en ligne) ou en Afrique.

Certains voient ainsi dans le Libra un instrument d'influence pour le dollar, même si le livre blanc publié par Facebook n'exclut pas d'intégrer le RMB dans le panier de devises sous-jacentes au Libra. En réduisant les coûts de friction associés aux opérations financières transfrontalières, le Libra accentuerait la mobilité des capitaux et réduirait la capacité des banques centrales à mener leur politique monétaire domestique. L'utilisation du Libra pourrait ainsi déstabiliser les flux de capitaux transfrontaliers, alors que la Chine fait preuve d'une volonté de contrôle de l'ouverture de son compte de capital aux flux internationaux.

Banque : seules quatre banques sur dix-neuf testées passeraient avec succès les stress tests sur la base des hypothèses retenues par une banque singapourienne

La banque DBS (Singapour) a publié un rapport indiquant qu'elle s'était livrée à des stress tests destinés à mesurer la résilience des banques chinoises à des scénarios de crise divers. Sur les dix-neuf banques testées (représentant 76% des actifs bancaires chinois) seules la China Construction Bank, la China Merchants Bank, la Chongqing Rural Commercial Bank et la Bank of Shanghai passeraient avec succès les tests.

Le rapport de la DBS souligne un besoin de capital supplémentaire de l'ordre de 2 000 Mds RMB, soit 291 Mds USD pour atteindre un niveau de capitalisation adéquat dans la possibilité d'un scénario « bear ». Le scénario retenu par la DBS suppose une chute de la croissance à 4%, un éclatement de la bulle immobilière suivi d'une baisse de 31% des prix de l'immobilier, et une augmentation du taux de créances douteuses (NPLs) à 10% (contre 1,8% affichés actuellement).

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Sommet du G20 : discours de Xi Jinping

Le Sommet du G20 s'est ouvert le 28 juin à Osaka, Japon. Le Président Xi Jinping a prononcé un discours en ouverture. Sur le volet commercial, le Président chinois a déploré « l'expansion continue du protectionnisme et de l'unilatéralisme » et affirmé que la réforme de l'OMC devait avoir pour objectifs de maintenir le libre-échange et le multilatéralisme et de réduire les écarts de développement entre les pays. Xi a également fait plusieurs annonces spécifiques à la Chine, tels que l'établissement de 6 nouvelles zones pilote de libre-échange et l'élargissement de la zone de libre-échange à Shanghai, une égalité de traitement pour les investisseurs étrangers en Chine et l'établissement d'un mécanisme de plainte en cas d'infractions aux droits des investisseurs étrangers, la conclusion dès que possible du Partenariat économique régional global (RCEP), l'accélération des négociations de l'accord UE-Chine pour l'investissement et de l'accord de libre-échange trilatéral Chine-Corée-Japon. Les Présidents Xi et Trump doivent se rencontrer le samedi 29 juin.

Guerre commerciale : inscription de 5 nouvelles entreprises/organisations chinoises sur la « liste des entités » américaine

Le département du Commerce américain (DoC) a annoncé l'inscription de cinq nouvelles entreprises/organisations chinoises sur la « liste des entités » (*Entity List*) soumises au dispositif américain de contrôle des exportations (*Export Administration Regulations*). Parmi les entreprises chinoises visées figurent le fabricant de superordinateurs Sugon et trois de ses filiales, ainsi que le Wuxi Jiangnan Institute for Computing Technology. Les entreprises américaines, en particulier les fournisseurs de semi-conducteurs, devront désormais solliciter une licence auprès du DoC pour exporter, réexporter ou transférer des biens ou des technologies à ces entités. Pour rappel, initialement cantonnée aux entités potentiellement impliquées dans la fabrication d'armes de destructions massives, l'*Entity list* s'est progressivement élargie et couvre désormais « les activités contraires à la sécurité nationale ou aux intérêts de politique étrangère des États-Unis ». Dans le cadre d'une conférence de presse de préparation au G20 d'Osaka (28-29 juin), le vice-ministre du Commerce chinois Wang Shouwen a dit « espérer que les États-Unis retirent les mesures unilatérales imposées de manière inappropriées à des entreprises chinoises ». Le porte-parolat du ministère du Commerce (MofCom) a rappelé l'opposition de la Chine à « la généralisation du concept de sécurité nationale et à l'abus des mesures de contrôle des exportations » qui « ne sont pas de nature à résoudre les inquiétudes des États-Unis » (déséquilibre de la balance commerciale bilatérale).

[Lire l'annonce du *Department of Commerce* américain](#)

Guerre commerciale : FedEx, de nouveau dans le collimateur des autorités chinoises, porte plainte contre le *Department of Commerce* américain

L'entreprise de livraison américaine FedEx s'est de nouveau trouvée dans le collimateur des autorités chinoises, le 24 juin, après qu'elle ait retourné à son expéditeur – basé au Royaume-Uni - un colis contenant un téléphone Huawei P30 initialement destiné à être livré aux États-Unis. Le 24 juin, FedEx

a également déposé une plainte auprès d'un tribunal de première instance du district de Columbia afin de contester l'application des dispositions américaines de contrôle des exportations (*Export Administration Regulations*) à FedEx. L'entreprise américaine juge en effet que celles-ci « font peser un fardeau impossible sur un transporteur tel que Fedex », car elles l'obligent à « connaître l'origine et le contenu technologique de chaque colis qu'il expédie, et d'en évaluer la conformité avec les règles américaines de contrôle des exportations ». Pour rappel, le 2 juin dernier, le bureau national de la Poste chinoise avait annoncé l'ouverture d'une enquête sur FedEx pour avoir « détourné » deux colis destinés à Huawei (voir brèves de la semaine du 3 juin). Invité à réagir à cette nouvelle affaire, le ministère chinois des Affaires étrangères a fustigé les « erreurs répétées » de FedEx. De son côté, le quotidien nationaliste *Global Times* a, dans un tweet, jugé « probable » que FedEx soit inscrite sur la liste chinoise des « entités ». Pour mémoire, le ministère du Commerce chinois (MofCom) avait annoncé, le 31 mai, l'établissement d'une « liste des entités peu fiables (« entity list »), destinée à recenser (et à potentiellement sanctionner) les organisations ou personnes physiques étrangères qui « imposent sur des entités chinoises et pour des motifs non-commerciaux, des blocages ou d'autres mesures susceptibles de causer des dommages substantiels à l'industrie chinoise et de poser une menace potentielle à la sécurité nationale chinoise » (voir brèves de la semaine du 27 mai).

[Lire la plainte de FedEx](#)

Guerre commerciale : plainte de Huawei à l'encontre du *Department of Commerce* américain

L'agence officielle *Xinhua* a annoncé, le 22 juin, que l'entreprise Huawei avait déposé une plainte auprès d'un tribunal fédéral de Washington à l'encontre du ministère du Commerce américain (*DoC*) pour « saisie illégale de matériel ». Selon l'entreprise chinoise, le *DoC* aurait – après que Huawei ait envoyé du matériel dans un laboratoire de Californie en 2017 pour le tester - confisqué ses équipements et les auraient conservé pendant 20 mois sans prendre de décision. Cette action de Huawei auprès de la justice américaine fait suite à une autre plainte déposée par l'entreprise en mars ([voir brèves du 4 mars](#)) pour contester la constitutionnalité de certaines dispositions du *National Defense Authorization Act 2019* (NDAA), qui interdit aux services de l'administration américaine de s'approvisionner en matériel Huawei.

[Lire la dépêche de Xinhua](#)

Relations Chine-Canada : la Chine bloque toutes les exportations de viande canadienne

Selon un communiqué publié par l'Ambassade de Chine à Ottawa le 26 juin, la Chine a demandé au gouvernement canadien de suspendre immédiatement la délivrance de tous les certificats d'exportations de viandes vers la Chine. Cette décision fait suite à la détection de ractopamine par les douanes chinoises dans un échantillon de viandes de porc exporté par la société canadienne *Frigo Royal* (voir les brèves de la semaine du 17 juin 2019). L'enquête qui a suivi a permis de recenser 188 faux certificats d'exportations, ce qui révèle, selon le gouvernement chinois, l'existence de « failles liées à la sécurité » dans le système canadien de contrôle des exportations de viande. Du côté canadien, les autorités suspectent une fraude concernant le pays d'origine de la viande contaminée et

ont lancé une enquête visant à identifier le véritable pays d'origine de l'échantillon concerné. Selon le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, la Chine a pris des mesures immédiates de suspension pour « assurer la sûreté des consommateurs chinois et sauvegarder la sécurité alimentaire en Chine » ; il enjoint le Canada à « traiter cet incident d'une manière sérieuse, compléter l'enquête aussitôt que possible, et à prendre des mesures correctives pour assurer la sécurité de l'alimentation exportée vers la Chine ».

ALE: 2^{ème} cycle de négociations de mise à jour de l'ALE entre la Chine et le Pérou à Lima

Le 2^{ème} cycle des négociations entre la Chine et le Pérou pour mettre à jour l'Accord de libre-échange (ALE) entre ces deux pays a eu lieu au Pérou du 17 au 19 juin 2019. Pendant ce cycle des négociations, les deux Parties ont mené, selon le ministère chinois du Commerce (MofCom), des discussions approfondies sur certains chapitres y compris le commerce des services, les investissements, les procédures douanières et la facilitation du commerce, les règles d'origine, les mesures sanitaires et phytosanitaires mais aussi de nouveaux chapitres tels que la propriété intellectuelle, l'e-commerce, ainsi que les politiques de concurrence. Pour rappel, l'actuel ALE entre la Chine et le Pérou est entré en vigueur en 2010. Le lancement de négociations pour un ALE approfondi avait été annoncé en novembre 2018 par les autorités chinoises et péruviennes ([voir brèves de la semaine du 19 novembre 2018](#)).

Restrictions à l'importation : entrée en vigueur au 1^{er} juillet de nouvelles mesures de restriction des importations de ferrailles

De nouvelles restrictions à l'importation par la Chine de huit types de ferrailles (d'acier, d'aluminium ou encore de cuivre) vont entrer en vigueur au 1^{er} juillet. Ces mesures, annoncées fin 2018, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'interdiction d'importation des déchets solides (« foreign waste ») initiée par le ministère chinois de l'Ecologie et de l'Environnement (MEE) depuis janvier 2018. Les entreprises chinoises souhaitant continuer à procéder à des importations de ces ferrailles devront demander et obtenir des quotas de la part du MEE chinois. Selon le journal hongkongais *South China Morning Post*, certains ports chinois – constatant la constitution de stocks substantiels de la part des importateurs en prévision de l'entrée en vigueur des restrictions – ont décidé d'interdire les importations par anticipation (dès le 26 juin). Pour rappel, la Chine avait interdit l'importation de 24 types de déchets à partir de janvier 2018, puis de 16 autres types de déchets à compter du 31 décembre 2018. De nouvelles mesures de restrictions à l'importation de ferrailles d'acier inoxydable, de débris de tungstène, de magnésium et de titanium (soit 16 types de déchets supplémentaires) seront effectives d'ici la fin de l'année 2019.

Retour au sommaire ([ici](#))

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Distribution : Carrefour cède 80% de ses activités en Chine à Suning

Le groupe Carrefour a annoncé le 23 juin 2019 la cession de 80% de ses activités en Chine à Suning.com., l'une des principales plateformes d'e-commerce du pays. Le prix de la transaction s'élève à 4,8 Mds CNY (620 M EUR), ce qui valorise l'ensemble de Carrefour Chine à 1,4 Mds EUR (dette comprise). La transaction a été approuvée par le conseil d'administration de Carrefour et devra encore être validée par les régulateurs chinois d'ici la fin de l'année. D'après Suning, la structure de Carrefour Chine restera indépendante pendant « une certaine période » et la marque sera maintenue pendant au moins cinq ans. Carrefour conserve également 20% de ses participations ainsi que deux sièges sur sept au conseil de surveillance de Carrefour Chine. L'accord prévoit cependant « plusieurs fenêtres » offrant la possibilité au distributeur français de céder à Suning ses 20% de participations restantes au cours des quatre prochaines années.

Les résultats de Carrefour en Chine ont toutefois été impactés par l'essor du e-commerce et, en 2018, pour la cinquième année consécutive, le chiffre d'affaires du groupe était en recul (-7,6% à change constant ; 3,6 Mds EUR). Le réseau du distributeur français, composé de 210 hypermarchés et 24 magasins de proximité, avait du être réduit.

Un porte-parole de Carrefour confirme néanmoins la poursuite d'une forme de coopération avec Tencent, notamment dans le domaine du smart retail (partage de données, intégration des nouvelles technologies au sein des hypermarchés du groupe etc.). Générale en Chine (cf. lancement des hypermarchés « Hema Fresh » par Alibaba, par exemple), cette dynamique « online to offline » (« O2O ») pourrait préfigurer l'avenir de la distribution mondiale. De ce point de vue, un enjeu était le maintien du contrôle par Carrefour de la filiale Chine, afin de capter l'innovation en cours dans le pays et de la généraliser le cas échéant dans l'ensemble du réseau mondial du groupe.

De son côté, Suning espère grâce à cette transaction réduire ses coûts logistiques et d'approvisionnement tout et diversifier son offre vers les produits alimentaires. Le 4 juin, lendemain de la transaction, l'action de Suning a gagné 6,5% à la bourse de Shenzhen.

[Consulter la présentation du magasin Carrefour « Le Marché » de Shanghai, un exemple d'innovation smart retail](#)

Télécoms : Donald Trump envisage de d'interdire l'ensemble du matériel 5G produit en Chine

Le Président des États-Unis, Donald Trump, envisage d'exiger que les équipements de 5G utilisés aux États-Unis soient conçus et fabriqués en dehors de Chine, a rapporté dimanche le 24 juin 2019 le Wall Street Journal. La procédure, initiée par un *executive order* de la Maison Blanche, prévoit un examen initial de 150 jours afin d'évaluer les risques liés à cybersécurité dans la chaîne d'approvisionnement du réseau télécom. Des propositions initiales seront faites au terme de cette échéance mais la procédure pourrait prendre des mois, voire des années, à aboutir. Des équipements tels que les tours

cellulaires, les routeurs, les commutateurs, mais aussi les logiciels, notamment les plus sensibles, seraient concernés.

A terme, toutes les entreprises, y compris étrangères, visant des contrats aux Etats-Unis pourraient devoir réorganiser leurs chaînes d'approvisionnement. Les deux principaux groupes européens, Nokia et Ericsson, ont d'ores et déjà annoncé être en capacité de s'adapter afin de faire face à ce « risque politique ». Si elle est confirmée, cette décision pourrait favoriser le découplage en cours des industries technologiques américaines et chinoises à l'échelle globale.

Dans le secteur des télécom, l'administration américaine a récemment pris pour cible l'entreprise Huawei, intégré à la « liste des entités » du Département du commerce en mai 2019. Cette inclusion limite très fortement la possibilité pour les entreprises américaines ou utilisant un certain niveau de propriété intellectuelle américaine de coopérer avec Huawei.

Pour rappel : alors que le débit permis par la 5G devrait permettre aux objets d'être connectés avec une très faible latence, augurant d'une nouvelle phase du développement de l'internet (internet industriel), des questions se posent quant à la possibilité que Huawei puisse communiquer certaines informations au gouvernement chinois. Ces questions portent sur l'entreprise Huawei elle-même, groupe non coté [dont l'origine de l'actionnariat est inconnue](#) et dont le fondateur est issu de l'armée. Elles portent également sur l'environnement juridique dans lequel la société évolue : l'article 14 de la Loi chinoise sur le renseignement appelle en effet « les organisations et citoyens pertinents à fournir le soutien, l'assistance et la coopération nécessaires » aux services de renseignement chinois.

Un rapport publié cette semaine par Finite State, une entreprise américaine de cybersécurité, et diffusé par le Wall Street Journal, révèle que des failles de sécurité seraient en effet présentes dans le système de communication de Huawei. Un autre article de [Bloomberg](#) publié cette semaine met en exergue des collaborations scientifiques réalisées entre « au moins dix employés de Huawei » et des institutions de recherche liées à l'armée de libération populaire.

[Lire l'article du Wall Street Journal](#)

Batteries : la Chine retire sa liste préférentielle et ouvre son marché intérieur

Le Ministère des sciences et des technologies de l'information (MIIT) a annoncé le 24 juin l'abandon de sa liste des fournisseurs « recommandés » de batteries pour les véhicules électriques (véhicules à énergie nouvelle, VEN) mis en place en 2015. Dans les faits, la présence sur cette liste était jusqu'à présent une condition indispensable pour être sélectionné comme fournisseur par les constructeurs automobiles nationaux, qui pouvaient ainsi obtenir des subventions. Ce mécanisme était régulièrement dénoncé par les entreprises étrangères puisque les 57 producteurs agréés étaient tous chinois. Néanmoins, d'après Reuters, les groupes sud-coréens LG et Samsung avaient anticipé une levée partielle des restrictions et avaient commencé à investir sur le marché chinois.

Les batteries peuvent constituer jusqu'à 40% de la valeur ajoutée d'un VEN, ce qui en fait une composante essentielle de la chaîne de valeur industrielle. La Chine accorde donc une importance particulière à cette filière, la politique industrielle chinoise en matière de batteries étant particulièrement ambitieuse. Cette volonté politique s'illustre notamment par les objectifs du plan de soutien à l'industrie des batteries, publié en mars 2017, et qui énonçait des objectifs de production nationale de 100 GWh, toutes applications confondues, dès 2020 ainsi qu'une montée en gamme technologique. Couplée à la fermeture de son marché aux constructeurs étrangers, cet effort a



notamment permis l'émergence de champions nationaux tels que CATL, le numéro un mondial du secteur en termes de capacités installées, et BYD, qui équipe ses propres véhicules et contrôle ainsi sa chaîne d'approvisionnement.

Bien que cette baisse des subventions ait entraîné un ralentissement du secteur depuis le début de l'année, la Chine devrait rester le premier marché mondial dans ce domaine à moyen terme. Selon Bloomberg, le pays devrait encore représenter 48% des ventes mondiales de VEN en 2025 et 34% à l'horizon 2030.

[Lire l'étude de Bloomberg](#)

Retour au sommaire ([ici](#))

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Développement durable: la municipalité de Pékin souhaite améliorer l'organisation du fonctionnement commercial de la ville

La municipalité de Pékin a publié lundi 17 juin un appel à commentaires sur un plan visant à accompagner l'organisation du fonctionnement commercial de la ville, tant au niveau des échanges entre entreprises qu'au niveau de la consommation pour les particuliers. L'objectif de ces mesures est d'optimiser les services commerciaux dans la municipalité, de démanteler les centres logistiques régionaux d'ici 2020 puis de faire de Pékin en 2035 un hub mondial de la consommation, alliant notamment tourisme, culture et pratiques respectueuses de l'environnement. Pour ce faire, la municipalité de Pékin propose une centaine de mesures visant, par exemple, à concentrer l'offre commerciale dans des centres de consommation de plusieurs niveaux, les plus grands étant de niveaux régionaux.

[Voir le lien en chinois](#)

Développement durable : publication d'une directive visant à établir un nouveau système d'aires protégées

Relayé par l'agence de presse Chine nouvelle le 26 juin, le Conseil des affaires d'Etat a publié de nouvelles orientations visant à établir un nouveau système d'aires protégées centré autour des parcs nationaux. La directive enjoint à établir un nouveau mécanisme et un nouveau mode de protection des écosystèmes, notamment grâce à la mise en place d'une gestion unifiée des aires protégées et d'une nouvelle hiérarchie suivant leur valeur écologique et le degré de protection environnementale : d'abord les parcs nationaux, puis les zones naturelles protégées et enfin les parcs naturels. Le document prévoit également de mettre en place un système de surveillance digitale des réserves grâce à un réseau de stations et de satellites.

Pour mémoire, suite au remaniement ministériel de 2018, c'est désormais l'Administration nationale des forêts et des prairies, administration sous tutelle du Ministère des ressources naturelles, qui est en charge de la gestion des aires protégées.

[Voir la directive en chinois](#)

Energie/ transports : Sinopec annonce la commercialisation d'un carburant conforme à la réglementation OMI 2020

L'entreprise d'Etat d'hydrocarbures Sinopec a annoncé le 5 juin la commercialisation d'un nouveau carburant qui respectera le seuil de 0,5% de soufre de la nouvelle réglementation de l'Organisation maritime internationale. Ce carburant lourd à destination des navires sera disponible à la vente dans les ports les plus importants de Chine et dans 50 ports à l'international, cela avant l'entrée en vigueur de la réglementation le 1^{er} janvier 2020. Selon Sinopec, l'entreprise d'Etat a déployé 10 filiales raffinant ce produit sur la côte chinoise, près des foyers de consommation, avec un objectif de production de 10 millions de tonnes de pétrole par an d'ici 2020 et de 15 millions d'ici 2023.

Pour mémoire, la réglementation OMI induit une transformation des moyens de consommation de carburant actuels du secteur maritime, enjeu important pour la Chine qui possède env. 8% de la flotte mondiale (chiffres 2017 en volume pour la Chine continentale et Hong Kong). Hormis la commercialisation de carburants plus pauvres en soufre, les armateurs et chantiers de construction navale peuvent équiper les navires de nouveaux filtres comme alternatives. D'autres entreprises font le choix du gaz naturel liquéfié comme moyen de combustion de leurs nouveaux navires, ce dernier choix posant de nouveaux défis pour les chantiers navals chinois en compétition avec leurs voisins coréens et japonais.

Développement durable : publication d'un « Guide de mise en œuvre de la neutralité carbone des événements à grande échelle » par le MEE

Le Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE) a publié le 14 juin un « Guide de mise en œuvre de la neutralité carbone des événements à grande échelle ». Le guide définit les sources des émissions des événements « à grande échelle » ainsi que la procédure à suivre pour que les futurs événements atteignent la neutralité carbone.

Selon le document, les organisateurs des événements peuvent neutraliser les émissions des gaz à effet de serre via l'achat des quotas carbone sur les marchés carbone chinois ou des crédits carbone dans le cadre du CCER (*Chinese Certified Emission Reduction Credit Scheme*), du CDM (*Clean Development Mechanism* du protocole de Kyoto) ou via la participation aux projets de puits de carbone notamment ceux dans les régions moins développées.

Depuis 2010, certains événements qui se sont tenus en Chine ont déjà pratiqué la neutralité carbone ; ce fut le cas de l'Exposition universelle de 2010 à Shanghai, du Sommet de l'APEC de 2014 à Pékin et du Sommet du G20 de 2017 à Hangzhou. Ce guide sert à standardiser ce genre de pratique.

Retour au sommaire ([ici](#))

HONG KONG et MACAO

Secteur bancaire : HSBC, Bank of China Hong Kong et Standard Chartered Bank annoncent la suppression des exigences relatives au solde minimal

HSBC a annoncé qu'à compter du 1er août 2019, les frais et le solde minimum exigés pour les comptes intégrés personnels seront supprimés. HSBC devient ainsi la première banque de Hong Kong à fournir gratuitement des services bancaires de base. Plus de 3 millions de clients de la banque devraient bénéficier de la mesure car les déposants actuels doivent maintenir un solde minimum de 5 000 HK\$ pour éviter les frais. HSBC entend ainsi promouvoir l'inclusion financière et faciliter les opérations bancaires de tous ses clients. Dans la foulée, Bank of China Hong Kong et Standard Chartered Bank ont annoncé des mesures similaires. Les analystes financiers s'attendent à voir d'autres banques suivre le mouvement avant que les banques en ligne ne lancent leurs services. Depuis mars 2019, l'Autorité monétaire de Hong Kong (HKMA) a en effet accordé huit licences à des banques en ligne avec d'une part, l'objectif de corriger les déficiences du marché bancaire actuel, dominé par des banques traditionnelles et, d'autre part, la volonté de renforcer la dynamique fintech de Hong Kong. Ces banques en ligne ne sont pas autorisées à exiger de frais minimum.

Bourse : Alibaba se restructure avant son introduction en Bourse à Hong Kong

Le géant du e-commerce chinois Alibaba a annoncé une restructuration interne en prévision de sa cotation secondaire à la Bourse de Hong Kong et du retrait programmé de Jack Ma. La directrice financière, Maggie Wu, supervisera désormais la division acquisitions stratégiques et investissements, et l'actuel directeur général, Daniel Zhang, succédera à Jack Ma. Ces changements devront permettre à Alibaba de préparer sa future transition puisque l'entreprise entend en effet placer ses investissements au cœur de son écosystème. Depuis plusieurs années, elle investit dans des secteurs tels que le cloud ou les services aux professionnels pour compenser le ralentissement de son activité dans l'e-commerce, confrontée à la moindre forme de l'économie chinoise et à la concurrence des autres plateformes (JD.com et Pinduoduo en particulier). Alibaba va proposer à ses actionnaires lors de son assemblée générale annuelle du 15 juillet une division par huit du nominal de son action, afin d'obtenir plus de souplesse en termes de levée de capitaux, notamment par l'émission de nouvelles actions, avant une cotation secondaire à la Bourse de Hong Kong qui pourrait intervenir au troisième trimestre 2019 et qui pourrait lui permettre de lever jusqu'à 20 milliards de dollars (17,9 milliards d'euros). Il s'agirait ainsi de la deuxième levée la plus importante sur la place financière de Hong Kong, après celle de l'assureur AIA en 2010.

Assurance : possible acquisition de MetLife Hong Kong par FWD Group

FWD Group envisagerait d'acquérir la branche hongkongaise de MetLife Inc. donc la valorisation est estimée autour de 400 millions USD. L'activité Asie de MetLife a vu son résultat courant progresser de 9% au premier trimestre de l'année 2019. FWD est la société d'assurance du groupe Pacific Century Group propriété de Richard Li, fils du milliardaire et homme d'affaires hong kongais Li Ka-shing. Pacific Century Group a racheté en 2013 les activités d'assurance d'ING à Hong Kong, Macao et en Thaïlande. FWD emploie aujourd'hui 4600 personnes et s'est étendu à l'Indonésie, Philippines, Singapour, Vietnam, Japon et Malaisie.

Greater Bay Area : lancement du premier service de vols réguliers entre Hong Kong et Shenzhen avec Airbus Helicopters

Le 19 février 2019, le ministre des Transports et du Logement de Hong Kong, Frank Chan, et l'Administrateur adjoint de l'Administration de l'aviation civile de la Chine, Wang Zhiqing ont signé un Accord pour élargir l'accord de services aériens entre la Chine continentale et Hong Kong qui prévoit:

- d'élargir les services d'hélicoptère transfrontaliers dans la région du Guangdong
- de tirer parti du rôle unique de Hong Kong en tant que centre de formation de l'industrie aéronautique et location d'avions, programme de financement
- d'octroyer le droit aux compagnies aériennes de développer des services intermodaux sur les liaisons entre la Chine continentale et Hong Kong.

Suite à cet accord, l'opérateur Shenzhen Eastern General Aviation Company (GAC) a officiellement lancé le 28 juin 2019, son service de vols réguliers d'hélicoptères entre Shenzhen (Héliport Shenzhen International Airport, Shekou Terminal) et Hong Kong. Ce service de vols à la demande, principalement destiné à une clientèle privée, sera opéré avec la flotte des trois appareils H135 d'Airbus Helicopters de Shenzhen Eastern GAC. Les vols seront opérés avec la flotte des trois appareils H135 d'Airbus Helicopters de Shenzhen Eastern GAC. Par ailleurs, lors du 53ème salon international de l'aéronautique et de l'espace de Paris-le Bourget, Shenzhen Eastern GAC a également signé, le 19 juin 2019, une lettre d'intention avec Airbus Helicopters, pour l'acquisition d'un appareil H160. Shenzhen Eastern GAC serait par conséquent le client de lancement en Chine du descendant du « Dauphin », dont la commercialisation doit débiter en 2020. Ces évolutions permettent à Airbus d'envisager une accélération du développement de ses projets de mobilité aérienne urbaine en Chine, et dans la Grande Baie en particulier.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corriger, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service Economique de Hong Kong

Adresse : N°60 Tianzelu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 BEIJING – PRC, CP 100600

Rédigé par : Zilan Huang, Thomas Harbor, Camille Bortolini, Furui Ren, Antoine Moisson, Liany Xu, Antoine Bernez, Dominique Grass

Revu par : David Karmouni, Estelle Jacques, Pierre Martin, Dominique Grass, Valérie Liang-Champrenault

Responsable de publication : Philippe Bouyoux